également des activités à entreprendre pour mettre en œuvre la Déclaration politique de Naples et le Plan mondial d'action contre la criminalité transnationale organisée;

9. *Prie* le Secrétaire général de favoriser, selon que de besoin, le lancement d'initiatives communes, y compris des activités bilatérales, et l'élaboration et l'exécution conjointes de projets d'assistance technique en faveur des pays en développement et des pays en transition associant les pays donateurs et les organismes de financement intéressés, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement et la Banque mondiale, aux fins de l'institution et du maintien, dans chacun des pays, de systèmes de justice pénale efficaces, en tant qu'éléments essentiels des efforts de développement;

10. *Prie également* le Secrétaire général de prendre toutes les mesures nécessaires pour aider la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à s'acquitter de ses fonctions de principal organe directeur dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale et pour assurer la coordination appropriée de toutes les activités relevant de ce domaine, notamment avec la Commission des droits de l'homme, la Commission de la condition de la femme et la Commission des stupéfiants;

11. *Demande* au Programme des Nations Unies pour le développement, à la Banque mondiale et à d'autres organismes internationaux, régionaux et nationaux de financement d'appuyer les activités de coopération technique consacrées à la prévention du crime et à la justice pénale à l'échelon des pays et, dans l'exercice de leurs mandats, d'inscrire ces activités dans leurs programmes, en mettant l'accent sur les aspects liés au développement social, en utilisant les compétences du Programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale dans la réalisation de ces activités et en collaborant étroitement à l'exécution des projets d'assistance technique pertinents et des missions consultatives;

12. *Exprime sa satisfaction* de la prestation de services de deux conseillers interrégionaux en matière de prévention du crime et de justice pénale;

13. *Note avec satisfaction* la contribution apportée aux missions de maintien de la paix et aux missions spéciales de l'Organisation des Nations Unies par le Programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale ainsi que sa contribution à leur suivi, notamment au moyen de services consultatifs, et encourage le Secrétaire général, pour renforcer l'état de droit, à recommander que le rétablissement et la réforme des systèmes de justice pénale fassent partie des opérations de maintien de la paix;

14. *Prie* le Secrétaire général de continuer à renforcer la coopération entre le Service de la prévention du crime et de la justice pénale et le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues;

15. *Prie également* le Secrétaire général de prendre toutes les mesures nécessaires pour fournir, à ses sessions ultérieures, des services améliorés à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, en tant que principal organe directeur dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale, afin d'assurer la pleine application des résolutions pertinentes de la Commission sur sa gestion stratégique du Programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale dans le contexte des règles et normes des Nations Unies;

16. *Réaffirme* l'importance de l'article 28 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social et prie instamment le Secrétaire général de communiquer les informations appropriées à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale;

17. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa cinquante et unième session, de l'application de la présente résolution.

97^e séance plénière
21 décembre 1995

50/147. Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 49/156 du 23 décembre 1994,

Rappelant également la résolution 1994/21 du Conseil économique et social en date du 25 juillet 1994,

Consciente des difficultés financières auxquelles l'Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants continue à se heurter du fait que de nombreux Etats de la région africaine appartiennent à la catégorie des pays les moins avancés et ne disposent donc pas des ressources nécessaires pour lui apporter leur soutien,

Sachant les efforts faits jusqu'à présent par l'Institut pour s'acquitter de son mandat, notamment en organisant des programmes de formation et des séminaires régionaux et en fournissant des services de consultants,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général⁷⁶,

1. *Félicite* l'Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants des activités qu'il a entreprises, malgré les difficultés qu'il rencontre pour s'acquitter de son mandat, ainsi qu'il ressort du rapport du Secrétaire général sur les activités de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice et d'autres instituts⁷⁷;

2. *Remercie* les gouvernements et les organisations intergouvernementales qui ont aidé l'Institut à s'acquitter de ses responsabilités;

3. *Demande instamment* aux gouvernements ainsi qu'aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales d'apporter leur appui financier et technique à l'Institut afin qu'il puisse atteindre ses objectifs, en particulier ceux qui concernent la formation, l'assistance technique, l'orientation en matière de politiques, la recherche et la collecte de données;

4. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que des ressources suffisantes soient allouées à l'Institut, dans les limites du crédit global ouvert à ce titre dans le budget-programme ainsi que par prélèvement sur des fonds extrabudgétaires, et de soumettre des propositions concernant les ressources financières supplémentaires nécessaires conformément à la résolution 49/156 de l'Assemblée générale et à sa décision 49/480 du 6 avril 1995;

5. *Prie* l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement de revoir sa décision concernant l'assistance financière du Programme à l'Institut et de

⁷⁶ A/50/375.

⁷⁷ E/CN.15/1995/9 et Add.1.

continuer à fournir des fonds appropriés pour le renforcement institutionnel et l'exécution du programme de travail de l'Institut, compte tenu de la situation économique et financière difficile à laquelle se heurtent de nombreux pays de la région africaine;

6. *Prie également* le Secrétaire général d'assurer avec tous les intéressés le suivi de la présente résolution et de lui rendre compte à ce sujet à sa cinquante et unième session, ainsi qu'à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à sa cinquième session.

97^e séance plénière
21 décembre 1995

50/148. Action internationale contre la production illicite et le trafic des drogues et la toxicomanie

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 48/12 du 28 octobre 1993, 48/112 du 20 décembre 1993 et 49/168 du 23 décembre 1994,

Gravement alarmée par l'ampleur croissante de l'abus, de la production illicite et du trafic de stupéfiants et de substances psychotropes, y compris de drogues synthétiques et d'analogues de substance illicite, qui menacent la santé et le bien-être de millions de personnes, en particulier des jeunes, dans tous les pays du monde,

Constatant avec une vive préoccupation que, en dépit des efforts redoublés des Etats et des organismes internationaux compétents, la demande, la production et le trafic illicites de stupéfiants et de substances psychotropes, y compris de drogues synthétiques et d'analogues de substance illicite, ont globalement augmenté et continuent donc de faire peser une grave menace sur les systèmes socio-économiques et politiques ainsi que sur la stabilité, la sécurité nationale et la souveraineté d'un nombre croissant d'Etats,

Vivement alarmée par la violence et le pouvoir économique croissants qu'exercent les organisations criminelles et les groupes terroristes producteurs, trafiquants et fournisseurs de drogues, d'armes et de précurseurs et produits chimiques essentiels, ce qui les met parfois à l'abri de la justice, corrompt les institutions, fait obstacle au plein exercice des droits de l'homme et menace la stabilité de nombreuses sociétés dans le monde,

Vivement alarmée de même par le développement des relations transnationales entre les organisations criminelles et les groupes terroristes se livrant au trafic de drogues et à d'autres activités criminelles telles que le blanchiment de l'argent et le trafic d'armes et de précurseurs et produits chimiques essentiels,

Se rendant pleinement compte que les Etats, les organismes des Nations Unies compétents et les banques multilatérales de développement doivent conférer une plus haute priorité à la lutte contre ce fléau, qui compromet le développement, la stabilité économique et politique et les institutions démocratiques, entraîne pour les gouvernements qui le combattent une charge économique de plus en plus lourde et cause des pertes irréparables en vies humaines,

Convaincue qu'il serait souhaitable que s'instaurent une coordination et une coopération plus étroites entre les Etats pour lutter contre la criminalité liée à la drogue, telle que le terrorisme, le commerce illicite d'armes et le blanchiment de l'argent, et ayant à l'esprit le rôle que pourraient jouer à cet

égard l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales,

Réaffirmant que les conventions existantes sur le contrôle des drogues, la Déclaration⁷⁸ et le Schéma multidisciplinaire complet pour les activités futures de lutte contre l'abus des drogues⁷⁹, la Déclaration politique et le Programme d'action mondial⁸⁰ adoptés par l'Assemblée générale à sa dix-septième session extraordinaire consacrée à la question de la coopération internationale contre la production, l'offre, la demande, le trafic et la distribution illicites de stupéfiants et de substances psychotropes, la Déclaration adoptée par le Sommet ministériel mondial sur la réduction de la demande de drogues et la lutte contre la cocaïne⁸¹, le Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues⁸², la Déclaration politique de Naples et le Plan mondial d'action contre la criminalité transnationale organisée⁷¹ et autres normes internationales pertinentes offrent un cadre général pour la coopération internationale en matière de lutte contre la drogue, et soulignant qu'il faut déployer des efforts accrus pour appliquer ces instruments,

Appréciant les efforts faits par les pays qui produisent des stupéfiants à des fins scientifiques, médicales et thérapeutiques pour empêcher que ces substances ne soient détournées vers les marchés illicites et pour maintenir la production au niveau de la demande licite, conformément à la Convention unique sur les stupéfiants de 1961⁸³,

Reconnaissant qu'il existe dans certaines circonstances un lien entre la pauvreté et l'accroissement de la production illicite et du trafic de stupéfiants et de substances psychotropes et qu'il faut prendre les mesures appropriées pour encourager le développement économique des pays touchés par le commerce illicite des drogues, notamment intensifier la coopération internationale en faveur d'activités de substitution et de développement durable dans les zones touchées des pays qui se sont fixé pour objectif de réduire et d'éliminer la production illicite de drogues,

Soulignant la nécessité d'étudier les itinéraires du trafic des drogues, qui changent constamment et traversent de plus en plus de pays et de régions partout dans le monde,

Mettant en relief le rôle de la Commission des stupéfiants, principal organe directeur de l'Organisation des Nations Unies pour les questions ayant trait à la lutte contre la drogue,

Réaffirmant le rôle de premier plan du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues, principal agent de l'action internationale concertée contre la drogue, et félicitant le Programme de la manière dont il s'est acquitté des fonctions qui lui ont été confiées,

Considérant qu'il est indispensable, face aux nouvelles activités criminelles des organisations se livrant au trafic international de drogues, d'intensifier la coopération internationale et de renouveler l'engagement de la communauté internationale de lutter contre ces menaces, ainsi que de mettre au point de nouvelles stratégies, de nouveaux modes d'approche

⁷⁸ Voir *Rapport de la Conférence internationale sur l'abus et le trafic illicite des drogues*. Vienne, 17-26 juin 1987 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.87.I.18), chap. I, sect. A.

⁷⁹ Ibid., sect. B.

⁸⁰ Résolution S-17/2, annexe.

⁸¹ A/45/262, annexe.

⁸² Voir A/49/139-E/1994/57.

⁸³ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 520, n° 7515.